



AMÉLIORATION DE L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES CCM DE LA RÉGION MENA RESEAU DES FEMMES NAWARA POUR LA REGION MENA

Elaboré par Amira Médimagh et Melissa Hope Ditmore

JANVIER 2021

“Les femmes devraient être de plus en plus impliquées dans les programmes de lutte contre le sida, en particulier au CCM pour une meilleure réponse au VIH et pour répondre aux objectifs du développement. Les femmes vulnérables devraient avoir un rôle significatif. Ceci les engagera à s’impliquer et à développer et partager des recommandations fiables pour ajuster les programmes par lesquels elles sont concernées.”

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes	Erreur ! Signet non défini.
Contexte	1
Statut des CCM au sein de Nawara et dans les pays couverts par la Plateforme MENA de l'ITPC	5
COVID-19	7
Mission et méthodes	8
Résultats	9
Contexte spécifique du Yémen	9
Participation des femmes dans les processus des CCM	10
Réflexions et recommandations sur la participation des femmes	10
Représentation et participation des femmes à la gouvernance	11
COVID-19 et les questions relatives au genre	15
Responsabilités plus grandes et dépenses plus importantes	16
COVID-19, communication et santé mentale	18
Agenda de Nawara	19
Financement	20
Recommandations pour l'évolution des CCM	21
Recommandations sur la gouvernance des CCM	22
Recommandations pour l'amélioration de la communication	22
Recommandations pour une véritable représentation	23
Recommandations pour la collecte de données et l'établissement de preuves	25
Recommandations pour la construction de la résilience et la réduction de risques	25

ACRONYMES

AGYW	adolescentes etjeunes femmes
TAR	Thérapie antirétrovirale
OC	organisation communautaire
CCM	Instance de Coordination Nationale du Fonds Mondial
COVID ou COVID-19	Maladie du Coronavirus, cause de la pandémie de 2020
CDG	Division Communauté, Droits et Genre du Fonds Mondial
VBG	Violence basée sur le genre
FM	Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Malaria
VIH	Virus de l'immunodéficience humain
ITPC	Coalition Internationale de Préparation au Traitement
PC	Populations clés dans la lutte contre le VIH
MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
MSM	Les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes
TPO	Territoires Palestiniens Occupés
PLHA	Personnes qui vivent avec le VIH/SIDA
PWID	Personnes qui consomment des drogues par injection
SARS-CoV-2	Virus qui cause la maladie du coronavirus (COVID)
TB	Tuberculose
W4GF	Femmes dans toute leur diversité pour le Fonds Mondial, aussi Women4GF

CONTEXTE

Le réseau des femmes Nawara au Moyen Orient et Afrique du Nord (région MENA) est un réseau émergent d'organisations de femmes actives dans le domaine de la santé et des droits humains. En Novembre 2019, Nawara et la plateforme régionale du Fonds Mondial pour la région MENA ont tenu une réunion, durant laquelle les participants à un atelier sur les défis auxquels les femmes sont confrontées dans la région MENA ont identifié nombre de questions qui affectent la pleine participation des femmes et des filles dans la société, y compris:

1. Violence basée sur le genre (VBG)
2. Accès aux médicaments
3. Accès au traitement, soin et soutien
4. Accès et droits à la santé sexuelle et reproductive

Ces questions régionales donnent une indication sur les thèmes qui inspirent le réseau des femmes Nawara et soulignent la nécessité de mener un plaidoyer pour promouvoir les intérêts de la femme, y compris la programmation relative au VIH, la tuberculose et le Malaria, appuyé par des institutions internationales comme le Fonds Mondial. La région MENA reçoit 3% des subventions¹du Fonds Mondial et malgré le taux bas de prévalence du VIH en général, des épidémies y font leur apparition parmi les populations-clés. La tuberculose constitue également un problème. Pour ces raisons, le Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et lamalaria (Fonds Mondial ou FM) est actif dans la région MENA.

Le Fonds Mondial soutient partiellement ses programmes à travers les Instances de Coordination nationales (CCM).

Statut des CCM au sein de Nawara et dans les pays couverts par la Plateforme MENA de l'ITPC

Les pays récipiendaires du FM qui disposent de CCM actifs et qui font partie de Nawara et de la plateforme ITPC-MENA comprennent :

¹ Le Fonds Mondial. Rapport 2019 sur les Résultats
https://www.theglobalfund.org/media/8754/corporate_2019resultsreport_report_fr.pdf

- Mauritanie
- Maroc
- Algérie
- Tunisie
- Djibouti
- Somalie
- Soudan
- Iran
- Pakistan
- Afghanistan

L’Egypte est un récipiendaire du FM mais le gouvernement y a fermé son CCM.

Les pays qui font partie de la Riposte du FM au Moyen Orient sont gérés de façon différente, partiellement pour ces raisons :

Il s’agit des pays suivants:

- Liban –axé sur les réfugiés
- Jordanie–axé sur les réfugiés
- Palestine –pas encore mis en œuvre jusqu’à décembre 2020
- Irak–dispose d’un point focal administratif
- Syrie - dispose d’un point focal administratif
- Yémen –le CCM actif a été supprimé et n’a pas été rétabli par l’agence d’exécution du FM

Le statut des CCM dans les pays récipiendaires est important: le FM exige que les membres des populations-clés (PC) et les groupes affectés soient pleinement impliqués et participent de façon significative. Les populations-clés dans la région MENA comprennent les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs du sexe, les personnes transgenres, les personnes qui consomment des drogues par injection, les prisonniers, mais aussi les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les adolescentes et les jeunes femmes et d’autres groupes tels que déterminés par le contexte épidémiologique. Il est important que les organisations féminines, ainsi que les autres organisations, représentant les préoccupations des femmes, soient bien

représentées dans les CCM pour garantir que les questions de programmation relatives au genre se reflètent dans les demandes de financement soumises au Fonds Mondial.

La plateforme ITPC MENA a apporté un appui considérable aux organisations, particulièrement les organisations féminines, dont Nawara, dans le cadre de ce processus.

Les populations affectées peuvent également inclure les migrants, les réfugiés et autres personnes déplacées, les victimes de violence basée sur le genre, les chauffeurs de camions et tout autre groupe qui pourrait connaître une prévalence élevée ou une plus grande vulnérabilité à l’une des trois maladies. Cependant, en 2020, plusieurs problèmes qui affectent les

femmes se sont exacerbés durant la pandémie de la COVID-19 et la plateforme MENA a, par conséquent, élargi son rôle par le partage des informations sur la COVID-19 mais aussi sur le VIH et la tuberculose. Le coronavirus a également limité la capacité des femmes à participer pleinement dans la société, y compris en ce qui concerne la

COVID-19

Durant la pandémie du Coronavirus 2020, ONU Femmes² a mené une enquête auprès de milliers de personnes dans la région MENA et a conclu que la charge du travail non-rémunéré et des tâches domestiques a augmenté pour toutes. Ces conclusions rejoignent d'autres qui affirment que « les réductions des dépenses publiques vont vraisemblablement être compensées par une hausse des tâches de soin effectuées par les femmes, réduire le temps normalement imparti pour le travail rémunéré, les divertissements et le reste³ ». Ces activités de soin non-rémunérées apportent une valeur économique énorme mais demeurent non-reconnues par la majorité. Par exemple, juste avant le déclenchement de la pandémie mondiale

² ONU Femmes 2020. Evaluation rapide des effets de la pandémie de la COVID-19 sur la violence contre les femmes et normes sociales du genre 7 décembre 2020 <https://arabstates.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/brief-the-effects-of-covid-19-on-violence-against-women-and-gendered-social-norms#view>

³ Nabil Abdo. Octobre 2019. Impact des politiques du FMI sur le genre dans la région. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/gendered-impact-imf-policies-mena>

riposte au VIH, ce qui a eu des implications sur l'accès des femmes aux services relatifs au VIH, le traitement, les soins et le soutien et dans le cadre des CCM. Le soutien de la plateforme MENA revêt une importance cruciale pour améliorer l'implication des femmes dans les CCM, et la plateforme a collaboré avec NAWARA dans ce sens.

de la Covid-19, Oxfam a conclu que « les femmes soutiennent l'économie de marché, étant une main d'œuvre pas chère ou gratuite et qu'elles soutiennent l'état en fournissant des soins qui sont normalement du ressort de l'état. Oxfam a estimé que les activités de soins apportent une valeur à l'économie [mondiale] d'approximativement 10,8 trillions de dollars⁴ annuellement. En outre, les personnes qui fournissent un travail non-rémunéré disposent de moins de chances pour s'épanouir, par l'enseignement et l'attention à leur santé⁵, par exemple.

⁴ Clare Coffey, Patricia Espinoza Revollo, Rowan Harvey, Max Lawson, Anam Parvez Butt, Kim Piaget, Diana Sarosi, Julie Thekkudan. Janvier 2020. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>

⁵ Compter sur le travail des femmes sans compter le travail des femmes: Travail non-rémunéré des femmes en Jordanie, Liban, Tunisie et Egypte. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/counting-on-womens-work-without-counting-womens-work-womens-unpaid-work-in-jord-620811/>

L'étude menée par ONU Femmes a également conclu que les femmes font face à un risque accru de violence partout, y compris online, et que près d'un(e) participant(e) sur 3 a indiqué qu'ils/elles estiment que les femmes doivent tolérer la violence conjugale pour préserver leur famille. Le rapport conclut que « la pandémie de la COVID-19 a approfondi les inégalités qui existaient déjà, jetant la lumière sur les vulnérabilités des systèmes économique et social qui ont, à leur tour, amplifié les effets de la pandémie. Toutes ces conséquences ne font que s'exacerber dans des contextes de fragilité, de conflits et d'urgences où la cohésion sociale est déjà mise à mal et les capacités et services institutionnels déjà limités ». Il existe des occasions qui doivent être saisies pour résoudre la VBG⁶. Une étude menée par la Plateforme des Populations-Clés dans la région MENA est arrivée aux mêmes résultats⁷.

Mission et méthodologie

Cette mission s'accorde avec l'action entreprise par Nawara dans le cadre de la division « Communautés, Droits et Genre » du FM visant à mettre au point une méthodologie pour mener des consultations communautaires avec les groupes de femmes vulnérables, se faire une idée initiale sur les ripostes programmatiques actuelles à la pandémie de la COVID-19 et identifier des opportunités pour améliorer ces ripostes programmatiques. Il est nécessaire d'identifier les opportunités de riposte à la VBG. Le FM exige d'inclure de façon conséquente les PC et les populations affectées, y compris les femmes, comme cela a été précisé par la division CDG durant la réunion de la plateforme MENA qui a eu lieu l'année dernière. L'évolution des CCM constitue une occasion pour améliorer l'inclusion des femmes, particulièrement celles qui sont membres des populations-clés. A cette fin, Nawara a sondé ses membres au sujet de l'implication d'envergure des femmes dans les CCM dans la région MENA. Les membres du Réseau des femmes Nawara pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ont soumis 24 réponses dans le cadre d'un sondage online traitant de la participation des CCM et des effets de la pandémie SARS-CoV-2. Le sondage a été mené entre le 6 et le 15 décembre 2020 par le biais d'un questionnaire online en trois langues (arabe, français et anglais). Les liens du questionnaire ont été massivement partagés par mail et par Whatsapp . Les réponses au questionnaire ont été exploitées pour élaborer ces recommandations traitant de l'évolution des CCM.

⁶ ONU Femmes 2020. Evaluation rapide des effets de la pandémie de la COVID-19 sur la violence contre les femmes et normes sociales du genre 7 décembre 2020

<https://arabstates.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/brief-the-effects-of-covid-19-on-violence-against-women-and-gendered-social-norms#view>

⁷ Christelle Boulanger. 16 Décembre 2020. COVID-19 a eu un impact négatif sur les populations-clés dans la région MENA. (Interview avec Roy Wakim.)

https://gfo.aidspan.org/gfo_article/covid-19-has-negative-impact-key-populations-mena-region

Le présent rapport comprend une analyse de situation relative à ces questions dans le contexte COVID et ses implications sur la participation des femmes dans les CCM. Les conclusions préliminaires ont été présentées pour validation durant un webinar organisé par Nawara et la plateforme MENA d'IPTC le 21 décembre 2020. Les résultats de cette réunion figurent également ci-dessous⁸.

Conclusions

Participation à l'étude: 34 réponses ont été reçues, les participants se trouvent dans les 12 pays suivants:

- Afghanistan (1)
- Algérie (3)
- Djibouti (1)
- Egypte (6)
- Jordanie (3)
- Mauritanie (1)
- Maroc (4)
- Pakistan (2)
- Palestine (2)
- Somalie (2)
- Tunisie (1)
- Yémen (8)

Ces pays couvrent la zone géographique dans laquelle se trouvent les membres de Nawara: de l'extrême Est en Afghanistan à la côte atlantique du Maroc à l'Ouest. De même, les contextes varient, y compris des pays en situation de conflit, de post-conflit, des pays vivant dans la paix ainsi que la Palestine occupée.

Le contexte spécifique du Yémen

On attribue la participation enthousiaste du Yémen, un petit pays dans une situation de conflit, avec 8 participants, partiellement à son contexte particulier. La société civile au Yémen ne dispose pas d'un canal de communication directe avec le Fonds Mondial, car le FM a dû interrompre le CCM au Yémen en 2016 à cause des difficultés rencontrées pour travailler dans cette situation particulière de conflit. L'Organisation Internationale de la Migration qui est la principale bénéficiaire des financements du FM n'a pas créé un CCM. Par conséquent, la société civile ne dispose pas de données ni d'informations sur le contenu de la nouvelle proposition. Durant l'étape de validation, un informateur principal a indiqué que la mise en œuvre des programmes de prévention ou de toute autre activité au profit des populations clés ne bénéficie d'aucun soutien, que le gouvernement ne reconnaît pas la société civile et que les autorités religieuses militent contre les droits humains et les droits de la femme. Des personnes ont été mises en prison pour avoir travaillé avec des groupes marginaux sous l'accusation de violation des lois du pays et des lois religieuses et

⁸ Les citations ont été modifiées pour davantage de clarté et pour corriger les coquilles

de collaboration avec des organisations internationales dans le but de promouvoir un agenda étranger⁹. Il est, donc, facile de comprendre la raison pour laquelle on essaie d'entrer en contact avec toute organisation qui serait capable de résoudre cette situation intolérable ; en revanche, cette enquête ne cherche pas à se substituer aux canaux de communication.

Participation des femmes aux processus du CCM

Sur les 34 participant(e)s, 33 ont répondu à la question de savoir s'ils/elles avaient déjà participé au CCM de leur pays. Un peu moins de la moitié des 33 participant(e)s qui ont répondu à cette question (n=16) avaient participé avec le CCM.

Il y avait essentiellement deux groupes de participant(e)s qui ont indiqué avoir participé au CCM : Les personnes qui sont membres permanent(e) avec des droits de vote, et les personnes qui ont participé en tant qu'observateurs/trices ou personnes-ressources mais qui ne bénéficient pas du droit de vote. Parmi les 16 participant(e)s du CCM, on trouve :

- 6 membres permanent(e)s du CCM,
- 9 personnes ressources ou des observateurs/trices
- 1 n'a pas précisé son rôle.

Parmi les membres-permanent(e)s du CCM, 4 ont affirmé qu'ils/elles étaient impliqué(e)s de façon minimale dans la rédaction des demandes de soutien ; ces 4 participant(e)s ont répondu aux versions anglaise et française de l'enquête. Les 2 participant(e)s qui ont utilisé la version arabe ont répondu qu'ils/elles n'étaient pas associé(e)s à la rédaction. Les différences entre les trois langues étaient sensibles : les participant(e)s qui ont utilisé l'anglais (n=4 sur 6, 66%) et le français (n=3 sur 4, 75%) étaient plus susceptibles de signaler une participation au CCM que les participant(e)s qui ont utilisé la version arabe (n=10 sur 23, 43%).

⁹ Ces commentaires ont été reçus à travers une correspondance personnelle durant le webinaire organisé le 21 décembre 2020. Le/la participant(e) a partagé son nom et est disponible pour plus d'explications

Réflexions et recommandations sur la participation des femmes

La plupart des participant(e)s ont indiqué que les « femmes sont représentées » (Mauritanie) et ont exprimé leur déception à propos du niveau de représentation [“faible” - Algérie] et [“très minimale ” (Somalie)], évoquant aussi bien le sexisme que le mépris envers les membres de la communauté au sein du CCM, et remarquant que -Maroc- [“*Les femmes de la communauté n’ont pas une représentativité satisfaisante. Le rôle attribué à ces femmes est assez limité, on peut même le considérer comme protocolaire.*”] Un(e) participant (e) du Pakistan a expliqué que « la participation active et significative des femmes dans le processus de rédaction est sérieusement mis en question dans notre pays. »

Aucune réponse n’a exprimé de satisfaction claire à propos de la participation des femmes, affirmant que « peu » de femmes étaient impliquées (Afghanistan).

Représentation et participation à la gouvernance des femmes

Les participant(e)s ont déclaré qu’il est important d’inclure les femmes en tant que telles dans les CCM, pas seulement en tant que membres des populations-clé. Un(e) participant(e) algérien (ne) a souligné [“*déjà s’il ya des femmes, elles doivent être représentantes des populations vulnérables. Mais qu’en est-il des représentantes des femmes tout simplement?*”]. L’inclusion des femmes est importante, étant donné que les femmes sont elles-mêmes un groupe vulnérable, particulièrement les adolescentes et les jeunes femmes, au VIH d’abord et puis à des facteurs de concentration, y compris la violence. La [“*Représentation de la femme vulnérable à part les TS, pour l’égalité du genre et sa représentation au bureau du CCM.*”] “Nous recommandons l’inclusion de groupes de femmes”, a proposé un(e) participant (e) de Somalie.

En outre, des participant(e)s ont préconisé la participation de groupes communautaires. Un(e) participant(e) d’Afghanistan a déclaré: “les personnes vivant avec le VIH/SIDA, et pas seulement les médecins, doivent être incluses ».

Un(e) participant(e) d’Egypte a recommandé plus précisément que « les femmes doivent être représentées au sein du comité de rédaction des propositions ». Les sous-bénéficiaires du FM ne sont pas représentés au sein du FM et apportent, par conséquent, peu ou pas de contribution à la rédaction des demandes de financement, malgré l’expérience pertinente qu’ils ont avec les femmes vulnérables et les membres des populations-clés : par exemple, Un(e) participant(e) qui collabore avec une organisation sous-bénéficiaire d’un financement du FM a écrit : « nous, en

tant que partenaires de mise en œuvre dans le domaine des travailleuses du sexe,

n'avons jamais été consultés pour le processus de financement ». (Pakistan)

Etablissement des preuves et collecte de données

La riposte à la pandémie du VIH est déterminée par les données, fréquemment des données provenant de l'ONUSIDA et/ou des organisations communautaires, dont celles relatives à la prévalence et l'incidence parmi des groupes spécifiques tels les populations-clés, les femmes enceintes et la population générale. On a recours aux données pour déterminer quels groupes constitueront l'axe de travail des programmes du FM et quels groupes de personnes, dont les populations-clés, ont besoin des plus importantes ressources. Toutefois, l'absence de données pourrait masquer les besoins réels ; c'est-à-dire que l'absence de données ne signifie pas l'absence de besoins. Si, par exemple, on dispose de peu de données concernant des groupes spécifiques, l'exclusion de ces groupes de la programmation ou le fait qu'ils bénéficient d'une façon insuffisante sont renforcés par une inclusion inadéquate dans la proposition de financement fournie par le CCM¹⁰. Souvent, les femmes, particulièrement les adolescentes et les jeunes femmes, ne sont pas représentées de façon appropriée dans la collecte de

données et ne sont pas sollicitées pour savoir quels sont leurs besoins.

C'est pour ces raisons, qu'un(e) participant(e) de Djibouti a recommandé que le CCM « enquête auprès des femmes et associations féminines ».

Durant le webinaire de validation, un(e) participant(e) de Tunisie a indiqué que les enquêtes sur la séro-prévalence doivent inclure les femmes vulnérables afin d'obtenir des preuves suffisantes pour inclure les femmes parmi les PC.

Un(e) participant(e) du Maroc a expliqué

["Les femmes devraient être de plus en plus impliquées dans les programmes de lutte contre le sida, en particulier au CCM pour une meilleure réponse au VIH et pour répondre aux objectifs du développement. Les femmes vulnérables devraient avoir un rôle significatif. Ceci les engagera à s'impliquer et à développer et partager des recommandations fiables pour ajuster les programmes par lesquels elles sont concernées."]

¹⁰ Un bon exemple sur comment les données inadéquates, particulièrement celles concernant les membres des populations-clés, peuvent fausser la programmation relative au VIH est fournie par Sara L. M. Davis, *The Uncounted: Politics of Data in Global Health*, Cambridge University Press, 2020.
<https://www.cambridge.org/core/books/uncounted/COCC81C0F03D1822D05C13EE31FA0957>

Consolidation des capacités

Le FM est une grande organisation et la riposte aux trois maladies comporte plusieurs composantes adaptables. Pour une participation significative au CCM, il faut une bonne compréhension des rôles et objectifs du CCM et du FM. Cependant, certains nouveaux membres du CCM et des personnes qui n'ont pas participé à la programmation du FM à ce niveau de gestion n'ont pas une idée claire de ces informations. Par conséquent, on recommande la consolidation des capacités pour « qualifier et autonomiser les femmes

afin de leur permettre d'élargir leur participation au CCM ». La consolidation des capacités des femmes est nécessaire pour permettre aux femmes et à la société de changer les normes sociales : « par la sensibilisation, l'autonomisation, la consolidation des capacités des communautés, les plans, les programmes et les budgets pour parvenir à une bonne couverture médiatique qui permettra d'élever le niveau de l'inclusion des femmes dans le programme » TAO.

Légitimité de la représentation

La légitimité de la représentation est un thème qui est revenu dans plusieurs réponses:

Un(e) participant(e) d'Afghanistan a souligné la nécessité d'inclure les personnes vivant avec le VIH/SIDA tandis que d'autres ont indiqué qu'il faut que les femmes soient incluses dans le CCM.

Cette question a également été soulevée lors du webinaire de validation, durant lequel un(e) participant(e) a déclaré :

“Des dirigeants forts de la communauté peuvent être de bons représentant(e)s ... important de sélectionner les femmes qu'il faut pour être membres du CCM ... Les femmes doivent représenter tous les

groupes ... Elles doivent avoir de bonnes compétences de plaidoyer afin de garantir que l'idée soit acceptée par la communauté ... elles doivent être impliquées à toutes les étapes ». (Simone Salem, durant le webinaire du 21 décembre)

D'autres personnes ont remarqué que maintenir les mêmes membres du CCM, sans introduire une nouvelle représentation, équivaldrait à rater une occasion d'avoir de nouvelles perspectives qui seraient plus proches du domaine. La légitimité du groupe représenté dans le CCM n'est pas claire. Voir les mêmes personnes dans des postes d'influence ne signifie pas qu'elles sont membres des communautés qu'elles représentent ni qu'elles sont même en contact avec les

bénéficiaires. Garder les mêmes têtes sans élargissement ni modification revient à scléroser, voire demander une programmation dépassée et loin des besoins actuels. Il y a des problèmes avec des personnes membres des CCM qui représentent des groupes auxquels elles n'appartiennent pas vraiment et auxquels elles ne demandent pas la contribution. Ce n'est pas une vraie représentation.

La question de la légitimité représentative

Meilleure communication

Un autre thème qui est souvent revenu, non seulement pour le CCM mais plus généralement, concerne la nécessité d'une meilleure communication; les membres du CCM doivent mieux communiquer entre eux/elles pour partager les informations de façon plus efficace et de communiquer mieux avec les membres des communautés et des populations-clés qui sont représentées dans les CCM sans en faire partie. La communication doit aller aussi bien des membres votants des CCM vers la communauté, mais aussi des membres de la communauté vers le CCM et le FM.

“Je souhaite une meilleure coordination au sein du CCM afin que nous comprenions quelle serait le meilleur moyen de communiquer avec eux/elles” Egypte

La nécessité d'une meilleure communication se manifeste aussi dans les réponses relatives aux évaluations de genre dans toute la région MENA. La plupart des participant(e)s, 23 sur 34, ou 68%, a signalé ne pas savoir si leur pays avait mené une évaluation du genre. Seuls 2 participant(e)s ont indiqué que leur pays a mené des évaluations du genre. Il s'agit de

pourrait avoir des effets de grande portée. Elle décourage les nouveaux/elles participant(e)s et remet en question la légitimité non seulement de la personne titulaire mais aussi de tout le CCM et des programmes du FM. Résoudre cette question de légitimité de la représentation pourrait améliorer la prise de décisions concernant les programmes et éviter une crise plus grande relative à la légitimité en général.

participant(e)s de Mauritanie et de Palestine ; et il est possible que ce ne soit pas des évaluations du genre de la division CDG du FM. CARE a, par exemple, mené une évaluation rapide du genre en Palestine, axée sur la pandémie de la COVID. La Mauritanie a fait l'objet de plusieurs évaluations du genre. Un participant(e) du Pakistan a précisé que son pays n'a pas mené d'évaluation du genre mais a exploité les recommandations d'évaluations qui concernent d'autres pays. Les participant(e)s de certains pays qui ont eu droit à des évaluations du genre

n'étaient pas au courant de cette évaluation, y compris des membres du CCM. Ceci pourrait être le signe d'une participation qui se limite à un niveau symbolique parmi les femmes et certains membres des communautés au sein des CCM, plutôt que d'une participation significative, y compris dans la rédaction des propositions et dans l'identification des programmes à inclure dans les propositions, comme l'ont indiqué certains participant(e)s.

Les deux-tiers des participant(e)s ont fait remarquer qu'ils/elles n'étaient pas au courant si leur pays avait mené une évaluation du genre, et 11 sur 23 participant(e)s ont indiqué avoir participé dans les processus du CCM. Ces deux chiffres pourraient être le signe que peu de pays ont effectivement mené des évaluations du genre ou que des pays se trouvent dans les premières étapes d'évaluations du genre et que, par conséquent, l'accent n'est pas encore mis sur la communication autour des évaluations du genre.

Toutefois, il semble que pour les pays où une évaluation du genre a été effectuée la communication avec les membres des CCM autour de cette évaluation et ses résultats n'est pas claire.

Par exemple, aucun des participant(e)s du Maroc, y compris les membres du CCM, n'était au courant de l'excellente évaluation du genre qui y a été menée même si plusieurs des recommandations de cette étude ont été incorporées dans la

proposition de financement, ce qui est exactement le but du processus de l'évaluation du genre. Cette méconnaissance pourrait être le signe que les membres de la communauté au sein du CCM n'ont pas fait partie de l'équipe de rédaction.

On peut améliorer la communication en partageant les informations dans les langues locales. La majorité des documents du FM, y compris les propositions et les rapports, sont soumis en anglais ou en français.

Ceci a peut-être contribué au manque de participation ou a peut-être constitué un obstacle pour ceux/celles qui ne sont pas capables de communiquer couramment dans les langues des colonisateurs. Au mieux, il pourrait s'agir d'un oubli, mais le manque de communication dans les langues locales pourrait refléter un parti-pris, voire une discrimination, aussi bien au niveau local que mondial. Durant la présentation des résultats de cette enquête lors du webinaire du 21 décembre, les participant(e)s se sont clairement exprimé(e)s en faveur du partage des informations, y compris les documents dans les langues locales mais aussi en français et en anglais. Durant le webinaire de validation, Dr. Mammouri, président du CCM de Tunisie, a reconnu la nécessité de partager les informations dans les langues locales. Pour la région MENA en particulier, ceci signifie les variantes locales de l'Arabe et pourrait comprendre les variantes locales du Berbère.

COVID-19 et les questions relatives au genre

Le sondage mené par Nawara auprès de 34 membres confirme les résultats auxquels est parvenue l'évaluation effectuée par ONU-Femmes au sujet des effets de la pandémie de la COVID-19 dans la région MENA, ainsi que ceux de CARE dans l'évaluation menée en Cisjordanie et Gaza¹¹.

Les participant(e)s à ce sondage ont décrit les effets sur les programmes du VIH et de la tuberculose, marqués par une réduction de l'accès aux médicaments et aux services, qui touchent aussi la vie des femmes, leur situation économique, leur vie active et leur vie familiale, à cause de l'augmentation des responsabilités familiales et domestiques assumées par les femmes, des situations qui sont devenues de plus en plus tendues. Les participant(e)s ont également signalé que les femmes font face à une hausse de violence conjugale.

"La crise de la COVID a directement affecté les femmes en augmentant les actes de violence qui les visent à cause de la présence permanente des auteurs des actes de violence. La crise de la COVID a également privé les femmes de ressources économiques et réduit leur accès aux services, dont les services juridiques à cause de la fermeture des tribunaux ». Jordanie

Même quand les tribunaux sont ouverts, la justice n'est pas garantie. Oxfam International a noté que « même quand il existe des lois pour protéger les femmes, le processus judiciaire est fastidieux et expose les femmes à des dangers »¹².

Outre l'augmentation de la violence, les femmes sont également confrontées à un surcroît de responsabilités à la maison.

¹¹ Care Palestine/Cisjordanie et Gaza. Mars 2020. Evaluation du Genre Rapide: Résumé des premiers impacts genre de la pandémie de la COVID-19. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/5eaeabaca7de5.pdf>

¹² Compter sur le travail des femmes sans compter le travail des femmes: Travail non-rémunéré des femmes en Jordanie, Liban, Tunisie et Egypte. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/counting-on-womens-work-without-counting-womens-work-womens-unpaid-work-in-jord-620811/>

Responsabilités plus grandes et dépenses plus importantes

Un(e) participant (e) d'Algérie a expliqué l'augmentation des responsabilités assumées par les femmes en ces termes : « *les femmes avaient des priorités auprès de leurs foyers comme garder les enfants avec la fermeture des écoles et crèches* »

Outre, l'augmentation du travail que les femmes effectuent pour leurs familles, les femmes sont accablées par les coûts associés à la pandémie.

"La COVID-19 a négativement affecté les femmes car les exigences, en termes d'aliments sains et appropriées, dépassent leurs capacités. Le revenu des familles est très limité, sans compter les loyers, les dépenses de la famille, les frais scolaires et médicaux, outre les dépenses relatives à l'achat des produits d'entretien. Toutes ces charges sont assumées par les femmes qui veulent prendre soin de leur famille »
Egypte Les responsabilités économiques des femmes n'ont pas baissé avec la pandémie et certaines femmes étaient obligées de sortir pour travailler et prendre des risques pour gagner leur vie.

"Les femmes sont devenues plus vulnérables et personne ne se souciait d'elles ... plusieurs femmes sont restées chez elle et certaines sortaient pour gagner leur vie sans se préoccuper du risque d'infection » Yémen

Même avec l'élargissement de leurs responsabilités, la participation des femmes dans la planification de la riposte à la COVID19 est restée faible.

"Taux élevé de violence contre les femmes, très faible participation des femmes dans l'élaboration des plans de riposte à la COVID-19, taux élevé de divorces, anxiété générale causée par la situation économique et absence de programmes visant à faire participer les femmes dans le tissu social » Palestine

Ceci est courant dans le monde et dans la région MENA. Les charges assumées par les femmes reflètent leur responsabilité disproportionnée de tâches non-rémunérées telles la cuisine, le ménage, s'occuper des enfants et des personnes malades. Dans le monde, les femmes s'occupent de la plus grande partie des travaux de soin et ceci s'est exacerbé avec la pandémie de la COVID en 2020¹³. En réaction à l'augmentation des besoins économiques et des risques pris pour les satisfaire, certain(e)s participant(e)s ont recommandé de mettre en œuvre des

¹³ L'Organisation internationale du travail estime que les femmes effectuent près de 80pc des travaux de soin (ou près de 4 fois les travaux de soin effectués par les hommes. Organisation internationale du travail. 2017 *Prendre soin d'autrui: Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent.*
https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_633167/lang--fr/index.htm

programmes d'autonomisation pour les femmes :

“Etant donné que la crise a affecté tous les secteurs, en général, les femmes ont assumé une grande partie de cet impact, qu'elles soient femmes au foyer ou travailleuses, elles étaient responsables de leur famille. Nous recommandons de soutenir les petits projets qui permettent

l'autonomisation et qui peuvent être entrepris par les femmes au foyer pour améliorer le revenu de leur foyer » Yémen

Au regard de ces données, les recommandations ont également concerné des actions à long terme pour dépasser les difficultés relatives aux crises et pour construire la résilience.

COVID-19 : communication, et santé mentale

La pandémie de la COVID-19 a apporté des réponses innovantes, concernant la violence, les besoins en alimentation et en médicaments, ce qui a poussé un(e) participant (e) au sondage à demander une attention similaire au-delà de la pandémie.

["Pendant la crise de la COVID, j'ai remarqué qu'on a pensé à tout, violence, alimentation, médicaments, sauf les kits d'hygiène et les besoins liés au cancer de l'utérus et sein pour les femmes et jeunes filles, le FM doit inclure les femmes en tant que population clé." Tunisie

D'autres ont recommandé des moyens pour améliorer l'accès, y compris en fournissant des informations sur les media sociaux et garantir que l'accès au traitement et aux soins ne constituent pas un risque de transmission de la COVID-19.

“Garantir les traitements afin que les femmes n'aient pas peur de tomber à court de traitement ou d'être infectées (Coronavirus) quand elles sortent pour se procurer le traitement » Yémen

“Avoir accès aux informations à travers les publications ou les média sociaux, fournir des programmes de soutien psychologique à travers Internet, WatsApp ou tout autre média » Yémen

Le besoin de soins de santé mentale a été souligné par plusieurs participant(e)s. La pandémie de la COVID-19 a été éprouvante pour tout le monde et le besoin de services de

santé mentale est grand pour tous, comme cela est apparu dans *le rapport du sondage sur l'impact de la COVID-19 sur les populations-clés dans la région MENA* ¹⁴

"Outre leur présence dans le domaine des services médicaux, les femmes ont insisté sur leur rôle pendant le confinement après avoir exécuté leur mission humanitaire et personne n'a fait attention qu'elles ont besoin de soutien psychologique » Palestine

Le stress énorme auquel a été soumis le personnel de santé durant la pandémie revêt une importance particulière pour les organisations et aussi pour leurs propres membres, étant donné que les membres du réseau Nawara comprennent des cadres de santé et des organisations de santé.

Agenda de Nawara

A la question de savoir si ces quatre problèmes identifiés durant la réunion précédente méritaient l'attention de Nawara, les participant(e)s ont exprimé avec force leur disponibilité à œuvrer pour ces quatre questions durant les processus du FM. Voici comment la question a été formulée :

“Durant la réunion de l'année dernière, les membres de Nawara ont identifié quatre problèmes relatifs au VIH et à la tuberculose auxquels les femmes de la région MENA sont confrontées :

1. La violence basée sur le genre
2. L'accès aux médicaments
3. L'accès au traitement, au soin et au soutien
4. L'accès et les droits à la santé sexuelle et reproductive, particulièrement en relation avec le VIH.

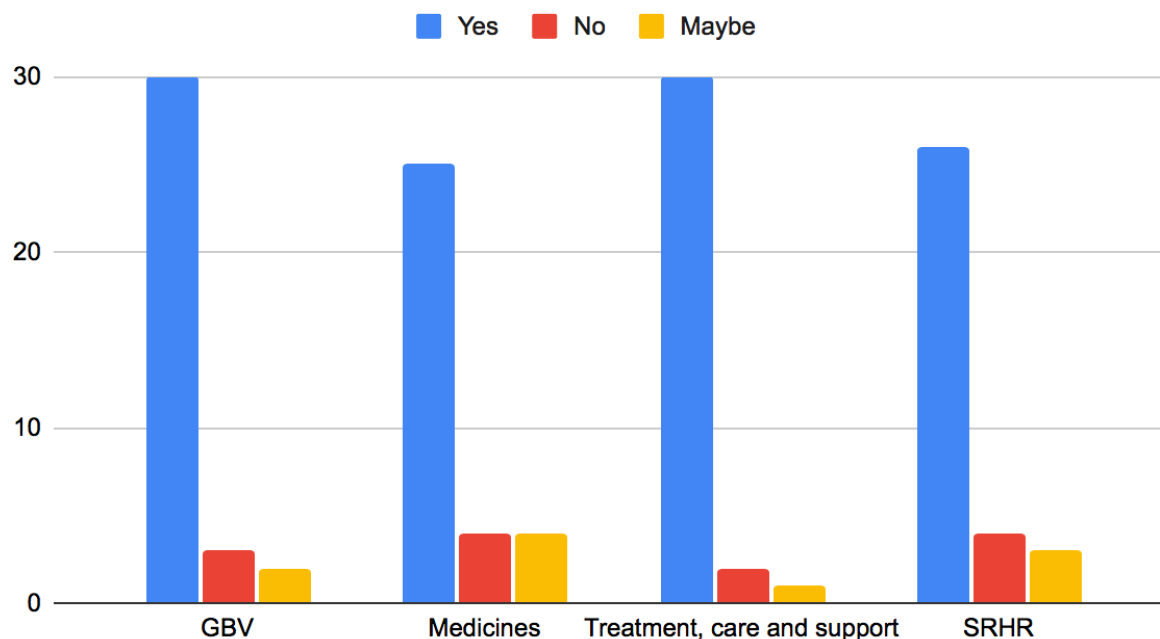
Est-ce que les membres de votre organisation voudraient travailler sur ces questions dans le cadre des programmes du FM ? »

¹⁴ Christelle Boulanger. 16 décembre 2020. La COVID-19 a un impact négatif sur les populations-clés dans la région MENA (Interview avec Roy Wakim)

https://gfo.aidspan.org/gfo_article/covid-19-has-negative-impact-key-populations-mena-region

Tableau 1. Questions identifiées par les membres de Nawara

Yes, No and Maybe



Les membres de Nawara ont exprimé une grande disponibilité à œuvrer sur les questions de la violence basée sur le genre et l'accès au traitement, aux soins et au soutien, dans le cadre des processus du FM, avec 85% des participant(e)s ayant répondu oui. Ils étaient également 70% à s'exprimer en faveur de travailler sur les droits et la santé sexuelle et reproductive et l'accès aux médicaments dans le cadre des programmes du FM. Ces chiffres montrent que les questions identifiées durant la première réunion demeurent extrêmement pertinentes pour les membres du réseau et constituent des priorités claires. Il serait utile de se demander pourquoi certaines parties qui s'opposaient ou ont exprimé des doutes sur les mécanismes du FM ont adopté ces positions (par exemple est-ce que le Fonds est actif dans leur pays ?)

Financement

Le financement est un autre sujet que les participant(e)s ont soulevé, ce qui indique que ce sujet était présent dans leur esprit car aucune question spécifique n'a été posée. Un(e) participant(e) de la Mauritanie a fait la recommandation suivante : « améliorer l'accès des organisations de la société civile aux financements de lutte contre les maladies ». Un(e) autre participant(e) d'Afghanistan est allé(e) plus loin, en soulignant que les organisations

communautaires feraient un meilleur travail comparé à l'argent dépensé. Il a assuré : « le Fonds doit donner aux organisations communautaires, plutôt qu'aux grandes organisations, car ces dernières utilisent les fonds dans des dépenses protocolaires pour leur personnel et leurs directeurs ».

Recommandations pour l'évolution des CCM

Pour l'évolution des CCM, il est nécessaire de promouvoir la justice des genres et la parité hommes-femmes dans les programmes du FM et dans toutes les réflexions stratégiques partout où le FM est actif. Dans la région MENA et partout dans le monde, le fonctionnement interne des CCM doit évoluer pour mieux inclure les femmes dans toute leur diversité, les femmes qui sont membres des populations-clés et tout le long du cycle de vie afin de développer et de consolider leurs capacités et leur expertise, ce qui aiderait à mieux satisfaire les besoins des femmes et des filles en ce qui a trait à la riposte au VIH/SIDA. Pour certains CCM, cette évolution équivaldrait à une vraie transformation et, dans certains pays où les CCM dirigent, la riposte à la pandémie va considérablement s'améliorer. Considérant l'ampleur de la tâche de faire évoluer les CCM, les recommandations concernent des catégories qui se chevauchent, qui sont interdépendantes et qui renforcent l'une l'autre. L'amélioration de la communication est nécessaire pour accroître la participation des femmes et la représentation véritable des bénéficiaires et de la société civile, y compris les femmes et les populations-clés. La représentation est un aspect essentiel de la gouvernance ; la collecte de données dépend, également, de la représentation et de la communication, même si elles-mêmes fournissent des données sur la gouvernance et la représentation. Alors que les CCM contrôlent les processus de rédaction et de soumission des propositions, la parité femmes-hommes et la justice des genres dans l'attribution des subventions a besoin de données sur les femmes et fournies par les femmes, ce qui lui-même nécessite une représentation véritable des femmes. C'est pour cette raison qu'un prisme genre est un élément essentiel pour la réflexion et la planification stratégiques autour du rôle joué par les CCM dans l'attribution des fonds, mais aussi dans leur fonctionnement interne. En effet, en l'absence de données appropriées, il manquerait à la riposte des CCM et du FM la capacité de satisfaire les besoins des femmes générés par la pandémie. Les CCM et les organisations de la société civile peuvent, dans certains cas, faire usage de ces recommandations pour continuer à faire avancer leurs activités en cours, et d'autres peuvent exploiter ces recommandations pour plaider et mettre en œuvre des changements.

Recommandations traitant de la gouvernance des CCM

- Les CCM doivent mettre en place et appliquer un processus pour le recrutement et l'élection de nouveaux membres, y compris élaborant des qualifications claires, une description des responsabilités et l'engagement prévu en termes de temps, et encourager les femmes de tous les groupes à se porter candidates, en leur consacrant un pourcentage minimal de participation. Considérant que l'objectif ultime est d'atteindre une parité femmes-hommes, il est nécessaire que les groupes de bénéficiaires de différents secteurs, dont le gouvernement, la société civile et les partenaires financiers et techniques encouragent les CCM à envisager une approche genrée dans l'élection des représentants, sans, pour autant, sacrifier les compétences et les qualifications.
- Les CCM doivent élaborer et appliquer un règlement interne et des directives de sélection visant à garantir que le processus d'élection respecte la demande d'élections libres et transparentes en encourageant les membres des communautés à élire leurs représentants, y compris en consolidant les capacités des membres des communautés et des groupes de communautés, dont les groupes de femmes, à organiser les élections et à les contrôler.
- Tous les CCM doivent mettre sur pied des mécanismes de gestion effective afin de prévenir et de résoudre les problèmes de conflit d'intérêts au sein des CCM.
- Les CCM doivent mener des évaluations de capacités au début de chaque nouveau mandat et mettre en œuvre un Plan de Renforcement des Capacités sur la base de cette évaluation. La consolidation des capacités doit porter sur le rôle des CCM, leurs responsabilités et fonctions, la rédaction de propositions, et le contrôle exercé par les CCM sur les subventions accordées par le FM et leur usage. Il est nécessaire que les organisations de la société civile investissent dans la consolidation des capacités de leurs membres afin de développer leurs compétences et s'assurer l'engagement de candidats qualifiés et prometteurs.
- Les CCM doivent prendre en considération les besoins et les défis spécifiques des femmes en amendant leur règlement interne et les conditions de travail pour maximiser la capacité des femmes à participer de façon significative, ce qui est prévu dans la politique des CCM.

Recommandations pour améliorer la communication

Les CCM disposent d'une occasion précieuse pour améliorer la communication avec leurs membres, les membres des communautés et la société civile. L'amélioration de la communication est susceptible de lever plusieurs des obstacles identifiés comme entraves à la participation significative au sein des CCM, y compris par l'adoption d'une approche genrée de la communication pour garantir que les femmes reçoivent l'information nécessaire leur permettant d'avoir une participation d'envergure. Une meilleure communication peut se décliner de plusieurs façons, y compris :

- Le partage des informations et des documents dans les langues locales, pas seulement dans les langues des colonisateurs
- Proposer la consolidation des capacités à une participation active pour les femmes et d'autres membres de la communauté, y compris par le tutorat
- Développer les canaux de communication dans les deux sens : des membres permanents des CCM vers les communautés représentées et des groupes de bénéficiaires et la société civile vers les membres permanents des CCM
- Le partage des informations au-delà du cercle interne afin de garantir la transparence des processus et les processus de prise de décision du FM
- La recherche active des informations parmi les groupes vulnérables et les populations-clés- ceci est relié à la représentation véritable et le partage des informations et des décisions avec les bénéficiaires, dans le cadre des consultations et des réactions
- Elaborer et mettre en œuvre des politiques et des procédures de gestion des conflits au sein des CCM
- Capitaliser sur les réseaux, dont W4GF et Nawara, pour permettre la distribution des informations relatives aux processus du FM. Ceci se fait déjà et pourrait être exploité pour atteindre les femmes des groupes affectés, des groupes vulnérables et des populations-clés.
- Nawara peut aider à faciliter l'échange d'informations dans la région MENA, afin de partager les expériences des membres des CCM et l'approche genrée. Cette idée pourrait se décliner en mettant sur pied des plateformes régionales pour les femmes membres des CCM avec le soutien du Fonds mondial, dans le but d'améliorer la participation des femmes dans les CCM et consolider leurs capacités.

Recommandations pour une véritable représentation

- Tous les pays qui reçoivent le soutien du FM doivent disposer d'un CCM, y compris les pays où le voyage est difficile. La division CDG apporte un appui à l'utilisation des nouvelles technologies pour tenir des réunions à distance.
- Les membres votants du CCM doivent comprendre les personnes, particulièrement les femmes, qui justifient d'une expérience vécue en tant que membres des populations-clés : ce qui pourrait nécessiter une consolidation des capacités et une communication supplémentaires ;
- L'élargissement des membres des CCM doit comprendre plus de représentants d'ONG et d'organisations communautaires, dont les adolescentes et les jeunes filles : ceci dépendra de la consolidation des capacités et de la communication
- Afin de garantir une représentation véritable de la société civile, dont les populations-clés, les adolescentes et les jeunes filles et les membres des communautés, les CCM doivent soutenir un scrutin effectif et transparent, ce qui nécessitera :
 - Des profils clairement définis des représentants de chaque groupe communautaire
 - Une grande diffusion de l'appel aux représentants et l'incitation des femmes à se présenter
 - Encourager les bons candidats à se présenter en tant que membres des groupes communautaires et au sein du bureau des CCM, et
 - Chercher des demandes en dehors des organisations de la société civile. Sortir du cercle des représentants de la société civile est nécessaire, étant donné que quand les membres des populations-clés deviennent des membres permanents des organisations de la société civile, certains perdent le contact avec les personnes qui sont sur le terrain, et celles qui rejoignent le CCM peuvent avoir encore davantage de distance. Les organisations de la société civile peuvent garder leur pertinence en restant proches du terrain. Dans certains pays, les ONG qui ne sont pas bénéficiaires du FM soutiennent les candidats des populations-clés pour devenir membres des CCM.
- Encourager les anciens membres des CCM à prendre sous leurs ailes les nouveaux représentants de la société civile à propos des rôles du FM ; le tutorat pourrait être une nouvelle fonction avec une rémunération et des horaires réguliers. Ceci pourrait se décliner dans le cadre de groupes de bénéficiaires de la société civile dans lesquels les anciens membres des CCM accompagnent ceux qui viennent d'être élus, à l'aide de guides pratiques traduits dans les langues du pays qui seront

nécessaires pour expliquer leur rôle au sein du CCM.

- Pour une véritable représentation, il sera nécessaire d'inclure les femmes provenant de la société civile dans toute leur diversité dans les comités de rédaction des propositions ; leur apport sera d'une valeur précieuse dans les programmes visant la promotion de l'autonomisation des femmes

et la lutte contre la violence basée sur le genre.

- La représentation véritable est liée à la collecte de preuves et la production de données, étant donné que la représentation véritable va permettre la collecte de meilleures données à travers les membres des CCM et les partenaires de la société civile.

Recommandations pour la collecte de données et l'établissement de preuves

La collecte de données dépend précisément de la collaboration avec la société civile à travers la coopération avec et la participation des organisations communautaires et les ONG. Comme exemples des données du FM, on peut citer les estimations des membres des populations-clés et les évaluations du genre qui pourraient dépendre des données qualitatives sur les femmes, les groupes spécifiques de femmes vulnérables comme les adolescentes et les jeunes femmes, les filles qui risquent d'être mariées à un jeune âge et les membres féminins des populations-clés, y compris les personnes

qui consomment des drogues et les travailleurs du sexe.

- La recherche fondamentale est susceptible de garantir que des études plus larges, comme celles relatives à la taille de la population, exploitent les informations critiques dans chaque contexte local.

- Les méthodes participatives sont recommandées pour s'assurer que les préoccupations des femmes et des filles sont incorporées dans les recherches qui contribuent aux décisions relatives à la programmation.

Recommandations pour la construction de la résilience et la réduction de risques

- Les participant(e)s au sondage ont fait plusieurs propositions pour améliorer la riposte à la pandémie de la COVID-19 et ces propositions peuvent être mises à profit pour plusieurs types de crises. De cette façon, les CCM pourront avoir un rôle dans la construction de la résilience ses groupes communautaires et leurs membres. Parmi ces recommandations, on peut citer :
 - Adopter de méthodes participatives qui permettent aux femmes de s'impliquer dans l'élaboration et la mise en œuvre de certaines interventions et programmes relatifs aux besoins des femmes, tels que « les femmes comme population-clé ». Ces interventions comprennent :
 - La réduction de la charge économique des femmes, par des programmes d'autonomisation économique, et éventuellement des allocations spéciales pour les femmes, des kits d'hygiène, des paniers alimentaires, la consolidation des capacités entrepreneuriales, et
 - La mise en œuvre des programmes de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, y compris par les média sociaux et des sessions spéciales
 - La sensibilisation sur la prévention et la prise en charge de la COVID-19 à travers les média sociaux et des sessions spéciales
 - Garantir la disponibilité du soutien psycho-social, y compris par les applications online
 - Garantir l'accès aux médicaments pour empêcher que les patients ne tombent à court de médicaments et garantir que les soins de santé soient fournis sans risque de transmission de la COVID-19 dans les structures de santé.
 - Développer les capacités communautaires pour garantir le traitement et les services de soins aux populations vulnérables pour lesquelles l'accès est difficile/soutenir et documenter les initiatives communautaires
 - Mettre en place une équipe de soutien pour livrer les médicaments, les traitements, les soins et le soutien aux foyers des personnes qui sont incapables de sortir pour chercher leur traitement, tout en prenant les mesures préventives de la transmission de la COVID-19.
 - Capitaliser sur les réseaux des femmes pour promouvoir l'implication des femmes dans les CCM et au-delà
 - Ces réseaux peuvent partager de manière effective les informations et collecter les informations qui seront partagées avec les administrateurs des CCM. Ils peuvent également constituer un acquis important pour la communication vers et en provenance des membres et des bénéficiaires des CCM, y compris les groupes vulnérables et les populations-clés.

Rôle des réseaux dans la promotion de l'implication des femmes dans les CCM

Outre la plateforme excellente ITPC-MENA, il existe deux réseaux supplémentaires sur lesquels on peut compter pour mobiliser les femmes dans la région. Il s'agit de NAWARA et de Women for Global FUND –Femmes pour le Fonds Mondial (W4GF).

W4GF est un réseau mondial de la société civile qui œuvre à promouvoir les questions de femmes dans les processus du Fonds Global, y compris dans la prise de décisions et l'attribution des fonds. W4GF collabore avec le Fonds Mondial, en tant qu'interface avec les femmes, les filles et femmes transgenres récipiendaires. En 2018 et 2019, W4GF a coopéré avec le Secrétariat du FM pour organiser une série de webinaires mensuels, durant lesquels les membres des communautés ont directement fait état de leurs réactions au Secrétariat et ont été informés sur les questions de politiques et de programmes pertinents. Le référentiel de reddition des comptes de W4GF est utilisé pour que le Fonds Mondial rende compte de la qualité de ses programmes en faveur des femmes et des filles à travers le contrôle communautaire.

MENA-Rosa est le premier et seul réseau de femmes vivant avec le VIH/SIDA dans la région.

Le réseau féminin Nawara est un réseau émergent et une ressource important pour

la mobilisation de la participation des femmes et des personnes qui organisent les services en faveur des femmes dans la région MENA. Nawara bénéficie d'une bonne intégration dans la plateforme ITPC-MENA et en 2019 ITPC-MENA et le réseau féminin Nawara ont tenu une réunion conjointe [lien vers le rapport] qui a vu une forte participation des femmes. (Ce rapport a été élaboré sur la demande d'ITPC-MENA et Nawara)¹⁵. Les membres de Nawara ont été très actifs au sein de W4GF.

Le travail des trois réseaux se recoupe. W4GF et Nawara peuvent jouer des rôles complémentaires pour ce qui est de l'élargissement de la consolidation du savoir et des capacités des femmes pour une participation accrue des femmes dans les CCM dans la région MENA. En plus du partage d'informations, Nawara et W4GF ont un rôle à jouer en proposant leur expertise et leur assistance technique pour développer des programmes qui ciblent et touchent les femmes dans toute leur diversité et à travers leur cycle de vie.

¹⁵Le Rapport sur Communauté, Droits et Genre, 41^e session du conseil d'administration du Fonds Mondial, 15-16 mai 2019, Genève est disponible à l'adresse suivante https://www.theglobalfund.org/media/8528/bm41_10-crg_report_en.pdf

ANNEXE 1. INSTRUMENT DE COLLECTE DES DONNEES : QUESTIONNAIRE DU SONDAGE

A. Anglais

Merci de répondre à l'enquête de Nawara sur la participation des femmes aux instances de coordination nationale du Fonds mondial (Country Coordination Mechanism = CCM). Nous aimerions que vous parliez de l'implication du CCM avec vos collègues et les personnes que vous servez, et qu'une personne remplisse le questionnaire pour votre organisation.

Le CCM décide des types de programmes à inclure dans les propositions soumises au Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme. Nawara aimerait savoir dans quelle mesure les femmes et leurs besoins sont pris en compte dans le CCM et dans les propositions.

Nawara aimerait également savoir ce que vous souhaiteriez observer pour améliorer significativement la participation des femmes et la programmation pour les femmes, en particulier les femmes appartenant à des populations clés (personnes transgenres, travailleuses de sexe, les personnes qui consomment des drogues et, dans certains pays, les migrants et les personnes déplacées).

L'enquête restera ouverte jusqu'au 14 Décembre. Ensuite, Amira et Melissa examineront les réponses et présenteront les résultats à Nawara une semaine plus tard pour votre contribution et validation. Le rapport final sera soumis en janvier.

Merci de votre participation!

Amira et Melissa

Votre organisation:

Pays:

Votre nom:

Votre email:

Votre numéro whatsapp:

Pays *

Nom

Adresse

email

Numéro whatsapp *

Est-ce que vous ou votre organisation a été impliqué dans le CCM ?

Si oui, quel était votre rôle ?

Si oui, quel a été votre rôle ?

Comment les femmes de la communauté ont-elles été impliquées dans la CCM et le comité de rédaction des demandes de subvention au Fond Mondial ?

Que recommandez-vous pour une meilleure intégration des femmes dans les programmes de lutte contre le VIH, en particulier au sein du CCM ?

Votre pays a-t-il procédé à une évaluation genre ?

Si votre pays a procédé à une évaluation genre, quelles en ont été les principales conclusions et recommandations ?

Si oui, ces recommandations ont-elles été incluses dans la proposition au Fonds Mondial ?

Comment la crise de la COVID-19 a-t-elle affecté la participation des femmes ?

Si vous avez des recommandations sur la manière de surmonter les difficultés rencontrées par les femmes pendant la crise de la COVID, veuillez les mentionner.

Lors de la réunion de l'année dernière, les membres de Nawara ont identifié quatre problèmes liés au VIH et à la Tuberculose auxquels les femmes de la région MENA font face:

1. la violence basée sur le genre
2. L'accès aux médicaments

3. L'accès au traitement, aux soins et au soutien

4. L'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, en particulier en ce qui concerne le VIH.

Les membres de votre organisation souhaitent-ils travailler à la résolution de ces problèmes par le biais des programmes appuyés par le Fonds mondial ?

	YES	NO	MAYBE
1. La Violence basée sur le genre (violence exercée contre les femmes et les filles par la familles, des membres de la communauté...)			
2. Accès aux médicaments ((anti-rétroviraux et anti-tuberculeux))			
3. Accès aux traitements, aux soins et au soutien (accès aux services de santé et aux services de proximité/communautaires)			
4. Accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (Traitement des IST, OB-GYN, contraception, planning familial, avortement ...)			

Y a-t-il autre chose que vous aimeriez partager avec nous?

Merci d'avoir partagé ces informations avec Nawara! Pouvons-nous vous recontacter si nous avons des questions ? Si oui, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées en haut du formulaire.

B. Arabe

Voir https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdN9esrttZMmOgc77ECbcp2pQJagAj3TFWvcRQTd5U8xdS3HQ/viewform?usp=sf_link

C. Français

Voir https://docs.google.com/forms/d/13gaUUL2yBVKGCi3sAfySoxbK4MVE14tq8aOBsHI3ppw/edit?usp=drive_web

ANNEXE 2. DIAPOSITIVES DU WEBINAIRE, PRESENTES LE 21 DECEMBRE

Voir

<https://drive.google.com/file/d/1RVDfzKs93gM3RI3XQJfhrMBZuAtqaNTo/view?usp=sharing>

A Propos du réseau de femmes Nawara:

La mission de Nawara consiste à servir les individus et les familles qui se trouvent dans les situations les plus vulnérables. Notre force réside dans notre diversité, nos ressources et notre expérience. Nous œuvrons à promouvoir des solutions innovantes et nous œuvrons pour une reddition des comptes à l'échelle nationale et internationale.

Nous promovons et facilitons les changements durables en:

- Consolidant les capacités d'auto-assistance
- Fournissant l'expertise offerte par des professionnels réputés
- Offrant des opportunités économiques
- Traitant la discrimination sous toutes ses formes

Inspirés par un meilleur monde pour tous, nous empruntons le chemin de l'excellence et de la compassion.

Le slogan de Nawara est : Nous méritons une vie meilleure



المنصة الإقليمية بمنطقة
الشرق الأوسط و شمال إفريقيا
MENA Regional platform
Plateforme Régionale MENA



**AMÉLIORATION DE L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES CCM
DE LA RÉGION MENA
RESEAU DES FEMMES NAWARA POUR LA REGION MENA**

